

DECLARATION DE Pierre MAUROY

Premier secrétaire du parti socialiste

le 14 juin 1988

Comme nous l'avons analysé dimanche, la droite est battue. Les socialistes se trouvent en état de prendre toutes leurs responsabilités.

Le Président, avec le poids de son autorité et de ses fonctions, vient de le réaffirmer aux Français en confirmant Michel ROCARD comme Premier ministre, et en établissant le programme de travail du prochain gouvernement .

La construction de l'Europe, la recherche de la paix, la nécessaire cohésion sociale, la formation des jeunes et l'investissement constituent la trame du projet qu'il appartiendra au Premier ministre de traduire en mesures concrètes.

C'est à une grande entreprise de modernisation du pays et de lutte contre les exclusions que les Français sont désormais appelés.

Au Parlement comme dans le pays, les socialistes formeront l'axe principal du soutien à cette ambition.

Cette ambition , ils la traduiront dans la réalité en étant le parti de la vie quotidienne. Ils favoriseront aussi le rassemblement de tous ceux qui, avec eux, se réclament de ce grand dessein pour la France .

COMITE DIRECTEUR DU 2 JUILLET 1988

INTERVENTION DE PIERRE MAUROY

Nous voici, mes chers camarades, presque au terme d'une période de très haute intensité politique.

Après la réélection de François MITTERRAND, la nomination de Michel ROCARD comme Premier Ministre, la dissolution de l'Assemblée Nationale, et les élections législatives, l'élection de Laurent FABIUS à la Présidence de l'Assemblée, celle de Louis MERMAZ à la tête du Groupe Socialiste et la constitution, cette semaine, d'un nouveau gouvernement, il nous reste, tenant compte de ces derniers choix, à renouveler nos instances dirigeantes.

C'est l'objet de ce Comité Directeur.

Conformément à nos statuts, je vous soumettrai tout à l'heure la liste de celles et de ceux qui, après une large consultation seront appelés à siéger au Bureau Exécutif et à composer le Secrétariat National.

Toutefois il m'a semblé utile, ainsi qu' au Bureau Exécutif, de fixer un ordre du jour plus large. Dans une période aussi riche que celle que nous vivons, un débat et une analyse non seulement des nouveaux rapports de force de la vie politique française mais aussi des perspectives qui s'ouvrent à nous sont évidemment nécessaires.

Toute élection présidentielle bouleverse le paysage politique. Comment celle-ci échapperait-elle à la règle ? La réélection du Président de la République lui assure un surcroît d'autorité et de légitimité. Deux Sommets, celui des grands pays industriels à TORONTO, et le Conseil Européen de HANOVRE, ont mis en évidence le rôle de la France dans le monde.

A TORONTO, c'est à l'instigation de François MITTERRAND que les sept grands pays industriels se sont penchés sur le lancinant problème de la dette du Tiers-Monde. François MITTERRAND a été le premier à se prononcer pour une action ferme et résolue de l'ensemble du monde industrialisé. L'idée d'une annulation d'une partie de la dette des pays les plus pauvres est maintenant acceptée, y compris par des gouvernements qui refusaient, au nom du libéralisme, le principe de l'aide publique aux pays en voie de développement. La France a remporté à TORONTO un grand succès diplomatique. Son audience en Afrique, en Asie et en Amérique Latine en sera encore renforcée.

A HANOVRE, François MITTERRAND a eu l'occasion de préciser un certain nombre de points concernant la constitution du grand marché européen. Il a rappelé avec force la position constante de la France selon laquelle la suppression des frontières et l'harmonisation des

règles économiques et fiscales doivent avancer d'un même pas. Comme il l'avait fait dès 1981 à COPENHAGUE, il a affirmé avec force que l'espace social européen devrait être présent au grand rendez-vous de 1992.

Sur le plan intérieur, un style de gouvernement, fait d'efficacité, de dialogue et de discrétion s'impose, comme on l'a vu avec l'accord passé sur la Nouvelle Calédonie.

Au Parlement s'exprime désormais la volonté d'amélioration des relations de travail entre une majorité consciente de ses responsabilités et une opposition dont nous attendons qu'elle joue pleinement son rôle de proposition et de contestation. C'est dans cette perspective que nous avons offert aux partis constitutifs de l'URC la Présidence de deux commissions parlementaires. Les responsables du CDS ont finalement cédé aux injonctions du RPR. Cela est regrettable. Après l'affaire de la

désignation du Président de la Commission des Affaires Sociales, les électeurs centristes peuvent à bon droit s'interroger sur le degré d'autonomie du nouveau groupe du Centre par rapport à l'ensemble de la Droite.

On conviendra que tout cela contraste avec la période précédente. La Droite a été sanctionnée, la gestion gouvernementale de ces deux dernières années clairement écartée. L'URC est désormais minoritaire.

J'en veux pour preuve le débat qui la traverse. La Droite n'est plus aujourd'hui cette masse monolithique qu'elle représentait jadis. Nous sommes en face d'expressions différentes que nous ne pouvons confondre. Des problèmes essentiels opposent entre elles les différentes

composantes de la Droite. C'est une situation que Mme VEIL a fort bien traduite en notant que l'ultra-libéralisme qu'affichait une partie du gouvernement précédent ne correspondait pas à la tradition française.

Ainsi, la venue au pouvoir de Mr CHIRAC en 1986 n'était en rien assimilable au succès d'une sorte de reagannisme français. Une très grande majorité de Français ont immédiatement dit non à la remise en cause de la protection sociale, à la suppression du salaire minimum, à la disparition des droits acquis. Ils ont, pour beaucoup d'entre eux, voté pour François MITTERRAND, parce qu'ils savaient qu'avec lui les acquis sociaux seraient préservés.

Nos concitoyens se font une idée précise de la Société dans laquelle ils veulent vivre. Ils ne se sont pas laissés séduire par le mirage libéral. Malgré tout le tapage fait autour des idées du

libéralisme économique anglo-saxon, ils sont

attachés aux valeurs de justice sociale, de solidarité et d'intérêt général.

Durant le premier septennat de François MITTERRAND, l'ultra-libéralisme était l'idéologie dominante de la Droite. Les partisans de la loi du plus fort avaient le vent en poupe. Ceux qui prônent aujourd'hui le libéralisme social étaient alors bien discrets. Qu'en sera-t-il demain ? Nous suivrons attentivement tout ce qui se dira du côté du CDS. Mais vous conviendrez avec moi que, dans la dernière période, les amis de M. MEHAIGNERIE n'ont pas manifesté beaucoup de zèle à tempérer les excès d'un gouvernement auquel ils appartenaient.

La question des relations avec le Front National est également une épreuve de vérité pour l'ensemble de la droite, une épreuve de vérité avec laquelle elle a cherché jusque là esquiver en dépit des déclarations courageuses et solitaires de quelques uns.

L'accord National Marseille, constitue un

précédent grave que la droite ne peut plus camoufler derrière un rideau de fumée. Mr CHIRAC après avoir repoussé l'idée même d'un accord, accepte un accord national dont il nie l'existence et à fermer les yeux sur les accords locaux. Mr GAUDIN vient d'être réélu Président du Groupe Parlementaire UDF. Que l'on ne compte pas sur nous pour laisser passer sans réagir de tels agissements. Nous poursuivrons notre combat contre le Front National. Nous aurons demain la même attitude qu'hier et nous saluerons tous ceux dans l'opposition qui se démarqueront de ces conduites hypocrites et immorales. La Droite doute d'elle-même. Elle est probablement à la veille d'une longue phase de divisions.

Je ne dis pas que nous nous trouvons proches de l'une ou de l'autre de ces tendances. Je dis que nous avons à différencier notre discours selon que nous nous adressons à l'une ou à l'autre de ces sensibilités. Ma conviction cependant c'est que la Droite se retrouvera sur quelques enjeux fondamentaux qui correspondent aux intérêts qu'elle a toujours défendus. Il serait donc dangereux de trop

fonder d'espoirs dans l'immédiat sur une transformation de ses positions traditionnelles.

Dès maintenant, nous sommes bien placés pour répondre à ceux de nos adversaires qui ont l'outrecuidance d'annoncer que la gauche ne fera qu'un bref passage au pouvoir. Certains comme MM; ROSSINOT et TOUBON se sont même autorisés à évoquer la possibilité d'une nouvelle dissolution.

En 1982, aussi, les mêmes cherchaient à saper l'autorité du gouvernement en insinuant que nous n'en aurions pas pour très longtemps. En 6 ans, le pays a bien changé. Les gouvernements éphémères, ce sont maintenant les gouvernements de droite. Après tout, au regard de l'histoire, la durée de vie du gouvernement CHIRAC aura été relativement courte, à peine deux années.

Faut-il rappeler que la Constitution de la Ve République donne précisément au gouvernement le moyen de gouverner dès lors qu'il n'existe pas de majorité de rechange. Il faudrait pour mettre en difficulté le gouvernement de Michel ROCARD que le Parti Communiste s'allie à l'ensemble de la droite. C'est une hypothèse que nous ne retenons pas.

Depuis près de dix ans, nous sommes habitués à voir le Parti Communiste souffler le chaud et le froid, nous savons que sa direction peut passer brutalement d'une franche hostilité à une attitude plus conciliante. Pour le moment, nous retenons avec satisfaction, que, dans le premier acte important de la législature, une majorité de gauche a porté Laurent FABUS à la Présidence de l'Assemblée Nationale.

Nous voici armés pour la durée. Nous sommes armés pour gouverner. Nous sommes armés pour réussir. Mais c'est au sein de notre Parti que nous devons trouver les ressources pour engager cet immense combat. "le socialisme n'est pas un objectif, écrivait François

MITTERRAND, c'est une démarche" Cette démarche passe par une pratique et un discours clairs pour nos militants et nos électeurs.

La volonté qui nous réunit est de soutenir à tout moment l'action du Président de la République.

François MITTERRAND est le Président de tous les Français. Il doit prendre en compte l'intérêt général du pays.

Je suis votre Premier Secrétaire, et avec vous, j'anime un parti solidement ancré à Gauche. Si des différences d'appréciation apparaissent, nous les surmonterons dans la fidélité à l'égard du Président de la République et la totale loyauté à l'égard du Premier ministre. Notre devoir est de l'aider de toutes nos forces. Ainsi notre rôle est aussi de faire en sorte que les idées du socialisme progressent chaque jours un peu plus.

*

*

*

S'agissant du contenu de la campagne elle-même, il ne pouvait être question d'élaborer une campagne différente de celle que nous avons mise au point pour l'élection présidentielle. C'est ainsi que l'ouverture dont je rappelle qu'elle était au centre des débats avant le 8 Mai s'est trouvée directement transposée du terrain présidentiel au terrain législatif. Comment aurait-il pu en être autrement ?

Or, le discours de rassemblement et d'ouverture qui était le nôtre avant le second tour de l'élection présidentielle, s'est heurté aux contraintes du mode de scrutin législatif et aux pesanteurs du jeu politique français. Si l'élection présidentielle se situe pour une large part au dessus des partis, les élections législatives ne peuvent s'abstraire de la logique développée par chaque parti. Par ailleurs, en réalisant triomphalement François MITTERRAND, beaucoup de nos électeurs, ont pensé que l'essentiel était

fait. Bien sûr, entre les deux tours, la menace étant devenue plus perceptible, la mobilisation s'est amorcée. Mais elle s'est amorcée tardivement. Après la belle victoire du 8 Mai, nous nous sommes dits que nous avions échoué de très peu et que nous n'avions pas complètement rempli notre mission qui était de donner une majorité absolue au Président. Mais, enfin, ne faisons pas la fine bouche ! Qui aurait dit, le premier janvier de cette année, que nous serions dans la situations où nous sommes. François Mitterrand réélu, Michel Rocard Premier Ministre, Laurent Fabius Président de l'Assemblée. En vérité, personne ne l'aurait dit, sur le chemin que nous avons parcouru en si peu de temps, était proprement imprévisible.

Dans le même temps, un accord entre le Front National et les partis de l'URC venait confirmer nos craintes sur l'opportunisme de la Droite et son mépris de convictions qu'elle affichait pourtant avec constance. Nous avons appelé les Français à se rassembler pour lutter contre cette alliance qui donnait une légitimité nouvelle aux idées d'intolérance et d'exclusion défendues par le Parti de M. LE PEN.

*

*

*

S'agissant du débat sur les perspectives politiques, je me limiterai à quelques observations. La première observation est une évidence : nous parlons d'ouverture, cela ne signifie pas et n'a jamais signifié que nous allons relâcher notre effort pour accroître encore l'audience de votre parti dans le pays. Telle doit être notre ambition. Et le Parti Socialiste, instrument de cette conquête électorale, doit être à la hauteur de ses missions. C'est une réflexion qui déborde le cadre de notre réunion d'aujourd'hui, mais nous devons l'avoir.

J'entends certains militants s'inquiéter du flou qui entoure les perspectives d'ouverture et demander une clarification. Sans doute l'ouverture revêt-elle des significations très

différentes selon le point de vue où l'on se place : le gouvernement, la majorité parlementaire, le parti lui-même.

L'ouverture, c'est d'abord la marque de notre intérêt à l'égard des grandes évolutions de la société. Cette préoccupation constitue la marque même de notre socialisme. Si celui-ci a su épouser, depuis la première révolution industrielle, les contours du mouvement social, s'enrichissant année après année d'intérêts et de problématiques nouvelles, c'est bien parce que nous avons eu, dès l'origine, le sens de l'ouverture.

Comment en irait-il autrement d'un parti implanté dans toutes les couches de la société, dans le monde urbain comme dans la France rurale, riche d'une forte adhésion du monde ouvrier, mais aussi des cadres, des professions libérales, des entrepreneurs.

Depuis EPINAY, c'est le Parti Socialiste qui a le plus contribué à enrichir le projet politique d'idées qui ont éclos au sein de ce qu'il est convenu d'appeler maintenant la société civile et qui épouse en réalité la totalité du champ du réel.

Les Assises du socialisme, le dialogue avec les Chrétiens, la rencontre du mouvement écologiste, le souci de la vie quotidienne sont autant d'étapes qui ont marqué la croissance du parti et ses victoires électorales.

Cette ouverture là est dans la logique de notre démarche. Elle prend en compte le fait qu'aujourd'hui comme dans le passé, les idées nouvelles ne naissent pas toujours du creuset politique. D'autres formes d'expression viennent compléter notre action. Et parfois l'appuyer. On vient de le voir récemment avec l'éclosion des mouvements anti-racistes, comme avec l'organisation de concerts de musique moderne fondés sur la défense des grandes causes politiques.. Je pourrais en dire autant du mouvement humanitaire, de l'aide au Tiers-Monde ou des initiatives en faveur des exclus de notre société. Je ne suis pas de ceux qui pensent que la politique doit tout englober. Elle doit en revanche rester perméable à l'émergence de ces formes nouvelles de préoccupations qui demain sont appelées à occuper une place essentielle dans le débat

politique.

L'ouverture c'est aussi un climat. La Ve République nous a donné l'image d'un système politique figé. De 1958 à 1981 pour que la majorité soit la majorité il lui fallait imposer un système de pouvoir absolu. Pour que l'opposition reste l'opposition il fallait lui ôter les moyens d'expression qui sont normalement les siens dans les régimes démocratiques. C'est ainsi que la constitution de la Ve transférait à l'exécutif une partie importante des prérogatives de l'ancienne chambre des députés. C'est ainsi que le règlement de l'Assemblée était si draconien que l'on a parlé de parlementarisme rationalisé. Rien pourtant dans la constitution n'imposait une telle rigidité. De fait, la Ve République s'est écartée par sa pratique de l'esprit et de la lettre originelle.

C'est un retour à l'esprit que nous proposons. L'ouverture dans ce cas n'est que de la "décrispation", la reconnaissance de la possibilité pour l'opposition de disposer des moyens lui

permettant de contrôler le gouvernement. Ceci n'implique pas dans notre esprit un partage des tâches différent de celui qui existe à l'heure actuelle entre la majorité et l'opposition. Cette deuxième forme d'ouverture n'est en rien contraire aux principes qui sont les nôtres depuis très longtemps. Ce que nous avons proposé à l'opposition cette semaine c'est en définitive ce dont nous aurions souhaité disposer à l'époque où nous ne détenions pas la majorité.

J'en viens maintenant à la troisième forme d'ouverture qui est l'ouverture politique. Ce débat ne peut pas être celui des faux semblants. Il ne doit pas être non plus celui des faux procès. La composition du gouvernement exprime une volonté d'ouverture politique. Elle s'adresse à des personnalités dont certaines ont répondu, et nous leur en savons gré. Elle ne s'adresse pas à des organisations. Les unes

et les autres en ont tiré les conséquences : en démissionnant ou en excluant. Nous ne sommes pas sortis du cadre que nous fixait notre Motion du Congrès de LILLE.

Je conviens néanmoins qu'il y ait débat entre nous. Il y débat parce que l'opposition a joué avec l'idée d'ouverture au point de chercher à récupérer par un biais tactique le pouvoir qu'elle venait de perdre dans les urnes. Il y débat parce que beaucoup d'entre vous ont le sentiment qu'un tournant à terme très important vient d'être pris sur la base d'une analyse qui n'a pas été poussée jusqu'au bout dans notre discussion collective. Il y a débat enfin parce que la vie politique se mobilise autour de concepts abstraits qui ne font que très rarement l'objet d'une clarification préalable.

Mais mes chers camarades, ce débat est naturel. Il est un symptôme de bonne santé du Parti. Ce qu'il convient de définir entre nous c'est une approche de ce qui nous est commun, et de ce sur quoi nous pourrions diverger. C'est pour cela que j'ai tenu à ce que nous adoptions aujourd'hui un texte d'analyse politique en nous efforçant d'atteindre à l'unanimité.

Le Parti Socialiste n'est pas majoritaire dans le pays. Le Président de la République lui-même a

assuré son exceptionnelle élection en rassemblant 7 millions de voix supplémentaires entre le premier et le second tour. C'est dire que nous ne représentons pas aujourd'hui encore une force suffisante pour détenir le pouvoir en dehors d'un rassemblement.

Je suis de ceux qui considèrent que la présence des communistes dans ce rassemblement est une évidence et une nécessité. L'histoire de la Gauche ne serait pas ce qu'elle est sans cette proximité de nos partis. Et mes camarades, quand il s'est agi de pratiquer la discipline -qui a toujours été la nôtre- de désistement réciproque en faveur du candidat le mieux placé, je n'ai pas hésité un seul instant. Nous avons retiré nos candidats -fussent-ils Ministres et quelque puisse être leur notoriété par ailleurs- dès lors qu'un communiste était

arrivé en tête dans une circonscription.

Sans doute faut-il englober dans ce rassemblement les représentants d'autres forces politiques. Nous l'avons fait avec les

Radicaux de gauche, avec les Ecologistes, Mais ce rassemblement doit être celui de la clarté. Nous attendons des personnalités qui rejoignent le gouvernement qu'elles le fassent sur des positions claires. Nous ne leur demandons pas de devenir socialistes. Quant à ceux qui, dans l'opposition, nous donnent des leçons d'ouverture, nous n'attendons pas non plus d'eux je ne sais quelle pochette surprise pré-emballée. Nous n'attendons surtout pas de ceux qui ont échoué au gouvernement de la France qu'ils viennent maintenant nous offrir les recettes qui les ont hier entraîné à l'échec. Bref l'ouverture ce n'est jamais que l'évidente constatation de la part de ceux qui viennent vers nous que l'avenir de la France passe par l'enrichissement de notre projet pour le pays. Les autres constituent l'opposition.

Certes, cette conviction ne nous empêche pas de réfléchir à l'avenir. Qui peut écarter que poussé par la nécessité telle ou telle organisation n'engage une trajectoire qui à terme pourrait la conduire à des positions sinon voisines en tout cas compatibles avec notre propre démarche. Après tout certains partis libéraux dans d'autres

démocraties européennes défendent des idées conciliables avec nos propres préoccupations.

Mais nous n'en sommes pas là. De grâce que l'on cesse de nous présenter comme des séismes politiques des glissements qui pour l'instant restent anecdotiques. La création d'un groupe parlementaire centriste à l'assemblée Nationale ne suffit pas à bouleverser le paysage politique. Le déplacement de quelques dizaines de députés qui restent au sein de l'opposition n'a pas la signification gigantesque d'une nouvelle donne politique. Tout au plus voyons nous là l'indice que s'engage une sorte de pré-campagne présidentielle entre Mr GISCARD D'ESTAING et Mr BARRE.

Après tout nous pourrions saluer l'évènement s'il se fondait sur un mouvement des idées. Mais Mr MEHAIGNERIE a-t-il pris ses distances avec l'hyper-libéralisme agressif du parti Republicain ? Le CDS s'estime-t'il incapable de cohabiter au sein d'un groupe parlementaire présidé par celui là même qui a pactisé avec le Front National ? Ces dirigeants veulent ils imposer un projet différent ? Rien de tout cela. Il s'agit de

l'obscur mais âpre compétition des hommes, combat d'autant plus rude que les différences d'idées sont elles-mêmes ténues.

Mes camarades, tenons le cap. La bataille des idées nous réclame. Le Parti Socialiste constitue le môle du débat politique. Le débat ne peut guère se nouer qu'autour de nos valeurs. C'est une responsabilité majeure. Aucun parti sans doute dans l'histoire du pays n'aura suscité autant d'attentes. Nous devons en être conscients. L'ouverture, c'est une exigence supplémentaire d'identité.

Sommes-nous prêts ? Tout à l'heure, vous donnerez votre accord aux propositions concernant la nouvelle direction nationale. Dans chaque secteur, les secrétaires nationaux auront à faire preuve d'imagination, de propositions et de mobilisation. Ils auront à rendre compte devant nous, devant la convention nationale et devant le congrès, de leurs travaux. Et surtout, ils auront avec moi la responsabilité de mener devant l'opinion l'indispensable débat, qui fera du Parti le partenaire efficace du gouvernement.